

Alerte OTAN !

Bulletin trimestriel du Comité de surveillance OTAN, n° 14, juillet 2004

Secrétariat : rue de Dublin, 31 ; 1050 Bruxelles tél & fax : 02 511 63 10

adresse électronique : info@csotan.org

pour tout soutien : compte n° 068-2447491-14

visitez notre site www.csotan.org

Au menu de notre numéro d'été

- [Edito : «L'ABSTENTION CONSTRUCTIVE» DE FLAHAUT LEGITIME LA GUERRE ET RENFORCE LA PRESENCE DE L'OTAN EN IRAK](#)
 - [TINTIN EN AFGHANISTAN](#)
 - [KOSOVO : UN PROTECTORAT BIENTÔT ETHNIQUEMENT PUR ?](#)
 - [LES ETATS-UNIS A LA CONQUETE DE L'EURASIE ET DU MONDE](#)
 - [LA LIBERATION DE MORDECHAI VANUNU VUE PAR LA PRESSE FRANCOPHONE](#)
 - [DES OFFICIERS A LA RETRAITE COMBATTENT POUR LA PAIX](#)
 - [Agenda des activités](#)
 - [HIROSHIMA ET TNP](#)
 - [KOSOVO : UN VOYAGE POUR ROMPRE CINQ ANS DE SILENCE](#)
-

Edito

«L'ABSTENTION CONSTRUCTIVE» DE FLAHAUT LEGITIME LA GUERRE ET RENFORCE LA PRESENCE DE L'OTAN EN IRAK

Le prochain Sommet de l'OTAN sera très probablement centré sur l'occupation de l'Irak et la Belgique sera sollicitée pour y participer plus activement. Ce Sommet d'Istanbul ne va pas se contenter de célébrer l'élargissement de l'Otan aux 7 nouveaux pays d'Europe orientale. Il va les « mettre dans le bain » sans tarder, ainsi que tous les autres pays membres pour renforcer la présence de l'OTAN en Irak.

La Résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU ouvre grande la porte à cette participation. Et il apparaît de plus en plus clairement qu'après le 30 juin, le gouvernement irakien installé et protégé par les forces de la Coalition qui occupent toujours le pays, va s'appuyer sur cette résolution pour «demander» l'aide de l'OTAN. C'est ce que réclamait le gouvernement Bush et que le secrétaire général de l'OTAN va se charger de faire passer lors de ce Sommet d'Istanbul. Comment l'OTAN refuserait-elle l'aide que lui demande un gouvernement dit souverain, reconnu par la Communauté internationale ?

Les forces d'occupations, en utilisant l'humanitaire comme une arme de propagande et une arme de rétorsion, mènent une politique désastreuse contre l'aide humanitaire : les combattants font inévitablement le même amalgame entre troupes

d'occupation et soldats humanitaires, et les ONG, transformées malgré elles en agent de l'agresseur, plient bagage.

Les réticences de quelques pays européens, dont la Belgique, se sont vite aplanies. Le Ministre belge de la Défense, André Flahaut, a même trouvé une belle formule pour jeter de la poudre aux yeux et camoufler les retournements du gouvernement belge : au sommet d'Istanbul, la Belgique fera de « l'abstention constructive »: on ne dira pas que l'OTAN doit être présente en force en Irak, mais on ne fera rien pour s'y opposer; on n'enverra pas directement des soldats belges en Irak (cela reste encore à voir... dans six mois), mais on fournira une plus grande aide logistique aux forces de l'OTAN en Irak et on renforcera la participation belge aux corps expéditionnaires de l'OTAN chargés du maintien de l'ordre en Afghanistan et en ex-Yougoslavie.

C'est le système des vases communicants, la Belgique est donc un complice actif dans l'imposition du nouvel ordre mondial . Pour ceux qui se feraient encore quelques illusions sur la position indépendante de la Belgique, méditons les paroles du Ministre Louis Michel, selon qui « les Etats-Unis et l'Europe n'ont jamais eu un agenda commun aussi important qu'aujourd'hui » (interview au Soir, le 1.6.2004). Le gouvernement belge agit ainsi à l'encontre de la population qui a déjà manifesté massivement son opposition à la guerre et à l'occupation de l'Irak.

Lors des cérémonies pour le 60^e anniversaire du débarquement des Alliés en Normandie, les officiels ont débordé de louanges envers les Etats-Unis, déclarant entre autres que c'est grâce à eux et à l'OTAN que l'Europe vit « depuis soixante ans sans guerre ». Quel cynisme ! Comment peut-on ignorer la spirale des guerres dans laquelle nous sommes entraînés de plus en plus vite et violemment : citons la Yougoslavie (qui se situe bien en Europe...), l'Afghanistan, l'Irak .. , en attendant le prochain pays cible des appétits des puissances occidentales ! Les récentes élections européennes qui ont vu la grande victoire des abstentions montrent en tout cas que les populations n'ont aucune confiance dans cette Europe militariste et otanienne. Nous saluons aussi les millions de personnes qui, de Madrid à Istanbul, se mobilisent sans relâche contre la guerre.

[Sommaire](#)

TINTIN EN AFGHANISTAN

1. L'armée humanitaire.

En visite express en Afghanistan le 20 mai dernier, le ministre belge de la défense Flahaut s'est une nouvelle fois félicité de l'efficacité de la combinaison que constitue selon lui le mélange du militaire et de l'humanitaire. Sur le site officiel du parti socialiste, on peut lire la déclaration de foi suivante : « *Une armée humanitaire : André Flahaut a mobilisé les militaires belges au secours de la Démocratie, de la Paix et des Droits de l'Homme* »

Notre ministre est apparemment insensible aux multiples alertes des organisations humanitaires qui dénoncent précisément ce mélange des genres, mélange qui avait déjà été stigmatisé pendant les bombardements mêmes comme pur exercice de communication, lorsque les États-Uniens servaient après un tapis de bombes des boîtes de rations alimentaires de la même apparence que les bombes à fragmentation -alors même que leur 'intervention' avait contraint à l'abandon dramatique des programmes humanitaires. Très récemment (mai 2004) des ONG ont été consternées de voir que l'armée américaine a distribué des tracts à la frontière du Pakistan appelant les Afghans à collaborer avec les militaires en donnant des informations sur les ennemis du moment *en échange* d'une poursuite de l'aide humanitaires aux populations.

Cette confusion délibérée n'est pas nouvelle ; ce que beaucoup de Belges voyaient du Congo, ce n'était pas l'horreur de l'exploitation coloniale, mais bien les hôpitaux et les écoles bien propres tenues par de braves bonnes soeurs. Difficile de ne pas s'en souvenir, en voyant Tintin-Flahaut filmé en train de visiter une école pour filles modérément voilées de Kaboul. Comme dans ses précédents historiques, la rhétorique caritative sert encore de piteux cache-sexe aux motifs réels de l'invasion et de l'occupation de l'Afghanistan.

2. Légitime, la guerre d'Afghanistan ?

« Nous, les peuples des Nations unies, avons décidé de préserver des générations successives du fléau de la guerre... » (Charte des Nations-Unies)

Les pacifistes s'intéressent peu à l'Afghanistan. Le sujet gêne manifestement. Il y a eu très peu de protestations contre les bombardements en Afghanistan, et peu de voix s'élèvent contre son occupation par l'OTAN.

Ce qui tétanise l'opinion publique occidentale à propos de l'expédition afghane, c'est le sentiment que cette agression-*là* était légitime. "les Etats-Unis avaient le droit de se défendre, ils devaient réagir face aux attentats du 11 septembre 2001". La charte de l'ONU fut même invoquée, l'agression bien préparée étant présentée comme "légitime défense"

L'argument massue "Les USA ont été agressés ils nous ont tellement aidé en 1944 c'est à notre tour de les aider", fait passer comme "allant de soi" l'implication de l'OTAN.

Et pourtant il est établi que l'agression de l'Afghanistan était dans les cartons du régime Bush depuis des mois. Une pareille invasion ne s'improvise pas. Elle n'était que le premier acte d'une politique d'hégémonie globale exposée dès 1997 dans le document fondateur du 'Projet pour un Nouveau Siècle Américain' (PNAC), comme l'a démontré le BRussells Tribunal⁽¹⁾, document signé entre autre par Dick Cheney, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz. La place géostratégique de l'Afghanistan est essentielle dans cette politique de contrôle à long terme de l'Eurasie.

Le choc du 11 septembre a été cyniquement utilisé pour faire taire toute objection à la politique impériale; comme l'avait laissé échapper le jour même Jo Moore, conseillère du Ministre britannique des Transports : « Sujet : relation avec les medias. C'est un très bon jour pour faire ressortir tout ce qu'on veut faire passer en douce »⁽²⁾. Présenter l'invasion de l'Afghanistan comme une simple réaction aux événements du 11 septembre 2001 est une escroquerie, du même niveau que celle de l'Irak.

Du reste, on n'a jamais bien expliqué en quoi les Etats-Unis se défendaient-ils de terroristes saoudiens entraînés aux USA en ravageant l'Afghanistan, ni surtout en quoi cette *opération* allait apaiser les terroristes en puissance. Au vu des événements récents, c'est plutôt le contraire qui est en train de se produire, de manière tout à fait prévisible d'ailleurs.

Les histoires de laboratoires sophistiqués, d'armes biologiques et chimiques cachées dans les profondeurs des grottes afghanes se sont avérées être des mensonges grotesques, dont on aurait quand même pu se douter vu l'indigence des moyens mis en œuvre le 11 septembre.

Enfin on n'insiste plus trop sur le but de guerre initialement affiché capturer Oussama Ben Laden. Après tout, il est aussi utile que Rastapopulos pour la suite des aventures...

3. L'Occident est-il vraiment le mieux placé pour aider le peuple afghan ?

La touchante attention soudaine de la dite 'Communauté Internationale' périphrase convenue pour USA et alliés occidentaux est en soi assez intéressante. En 1998, Brzezinski, se félicitait dans une interview au Nouvel Observateur, d'avoir aidé les groupes islamistes fondamentalistes afghans les plus obscurantistes -dont bien sûr les fameux talibans et Oussama Ben Laden. Cette aide massive a été apportée avant même l'intervention soviétique, et l'a en fait provoquée⁽³⁾. Et l'Europe occidentale n'était pas en reste, on se souviendra de la propagande répétée en faveur des Combattants de la Liberté voulant libérer leur pays de l'envahisseur soviétique. L'Occident a fait de son mieux pour que l'expérience socialiste échoue, et pour transformer l'Afghanistan en ce désastre actuel.

Il faudrait être d'une singulière naïveté pour imaginer qu'un déploiement militaire dans une région aussi stratégique, obéit à de purs sentiments humanitaires. Ce serait être particulièrement insultant à l'égard de Flahaut que d'imaginer qu'un homme politique aussi expérimenté et qui a une telle responsabilité, puisse faire preuve d'une si élémentaire naïveté.

L'image d'Épinal de l'Occident foncièrement bon conduisant ses expéditions militaires pour faire le bien des peuples conquis est évidemment balayé par plus de 5 siècles d'histoire, où de pareils bons sentiments ont toujours été placés en paravent. Les affirmations selon lesquelles l'Occident va aider à la reconstruction de ce pays doivent être prises avec le même sérieux qu'en son temps celle de Léopold II qui déclarait vouloir combattre au Congo les esclavagistes arabes.

La priorité absolue des nouveaux maîtres de la région, c'est la construction de bases militaires, et de pipe-lines, oléoducs et gazoducs. Pour le reste, c'est à mettre sur la même liste d'attente que la reconstruction du Panama, du Nicaragua, de la Somalie, de la Yougoslavie... ravagés, rappelez-vous, au nom du bien, de la liberté, de la démocratie, de l'humanitaire, de la lutte contre le terrorisme, barrez les mentions inutiles.

4. Répéter les succès de l'OTAN dans les Balkans

A la fin de son mandat, Robertson avait déclaré *vouloir répéter en Afghanistan le succès de l'OTAN dans les Balkans*". Les récents pogroms au Kosovo ont levé un coin du voile sur ces merveilleux succès. La supercherie du succès de la pacification des Balkans par l'OTAN ne fonctionne que grâce au silence des médias sur la question. La réalité des suites de l'agression et de l'occupation du Kosovo (et de la Bosnie) par l'OTAN, est mieux approchée par le dernier rapport d'Amnesty International sur la situation dans la province, où l'on révèle que les forces dites de maintien de la paix représentent un élément fondamental dans le développement sans précédent de l'industrie de la traite des femmes⁽⁴⁾.

Les succès rencontrés en Afghanistan sont en passe d'être tout aussi édifiants. Depuis la chute des Taliban, l'Afghanistan est redevenu spectaculairement le premier producteur d'opium, alors que sa culture avait été pratiquement éradiquée sous les Taliban; actuellement, il produit les trois quarts de l'opium disponible dans le monde. Loin d'être une bien paradoxale impuissance de l'OTAN, il semble plutôt que c'est une façon d'avoir la paix avec les seigneurs de guerre locaux⁽⁵⁾.

La libération du pays de l'intégrisme islamiste doit être également sérieusement relativisée. D'une part, le pays (devenu *République Islamique d'Afghanistan*) est en fait revenu aux mains de l'Alliance du Nord, qui, avec toutes les autres forces anti-communistes, avait imposé la charia à Kaboul en 1994 ; d'autre part, si à Kaboul même on tente d'afficher quelques résultats remarquables, tels que l'accession des filles à l'éducation, que se passe-t-il réellement à l'intérieur du pays ? Le silence des médias est en train de se refermer pudiquement sur la question. Il est essentiel pour vendre le prochain épisode : « l'OTAN en mission humanitaire en Irak ».

- (1) voir <http://www.csotan.org/textes/BRussells.htm>
(2) <http://www.transfert.net/a7516> et <http://www.transfert.net/a7610>
(3) Brzezinski, 1998 : oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes... http://www.anti-imperialism.net/lai/texte.php?langage_id=1§ion=BY&object_id=9238
(4) Occupations militaires la prostitution érigée en système. http://www.csotan.org/textes/texte.php?art_id=122&type=articles
(5) Michel Chossudovsky estime même que la restauration du trafic de la drogue, parrainé par la CIA, pourrait être l'un des objectifs cachés de la guerre, cf *La seule victoire en Afghanistan est celle de l'opium*, <http://www.lautjournal.info/autjourarchives.asp?article=1943&noj=229>

[Sommaire](#)

KOSOVO : UN PROTECTORAT BIENTÔT ETHNIQUEMENT PUR ?

Il y a cinq ans, après 78 jours de bombardements sur la Serbie et le Monténégro, le Kosovo était confié à une administration de l'ONU, musclée par des dizaines de milliers de soldats de l'OTAN. Rapidement, quelque 800.000 réfugiés albanais regagnaient les villes et villages d'où ils avaient été expulsés quelques semaines plus tôt par des milices serbes, rendues furieuses par les bombes de l'OTAN. Mais leur retour coïncidait avec le début de l'exode des nombreuses minorités du Kosovo, victimes d'une campagne de terreur de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), sous l'œil bienveillant des soldats de l'Alliance atlantique et dans l'indifférence quasi-générale des médias occidentaux, pourtant tant émus par l'exode précédent.

Depuis la fin des combats en juin 1999, 3.000 à 4.000 non-Albanais ont été assassinés ou ont disparu et près de 300.000 ont été contraints à l'exode, soit environ les deux-tiers des membres des populations minoritaires kosovares : Serbes, Roms, Ashkalis (Roms albanophones), divers groupes de Slaves musulmans (Bosniaques, Gorans,...), Croates, Turcs, etc. Parmi ceux qui sont restés, la plupart ont dû se replier dans des enclaves, vaguement protégées par la KFOR, la force de l'OTAN occupant le Kosovo. La plus grande de ces enclaves est accolée au reste de la Serbie et comprend une partie de la ville de Mitrovica.

C'est dans cette ville divisée, comme jadis Berlin ou encore aujourd'hui Mostar (Herzégovine), qu'a éclaté la vague de violences de mars dernier. Après que les médias albanais aient attribué à de jeunes Serbes la responsabilité de la noyade de trois enfants^[1], les 48 heures suivantes ont connu une vague d'émeutes à travers tout le Kosovo, visant principalement les Serbes, se soldant par une vingtaine de morts, la fuite de 4.500 personnes, l'incendie de centaines de maisons et la destruction de 30 à 40 églises et monastères orthodoxes, portant à plus de 150 le nombre de ces lieux de culte les plus anciens datant du XII^{ème} siècle détruits en moins de cinq ans par des extrémistes albanais.

Surprise ?

Face à l'ampleur des pogroms, les médias ont manifesté leur surprise, parlant initialement d'« affrontements interethniques » pour finalement conclure que « les victimes sont devenues bourreaux ». Depuis deux ou trois ans, les meurtres de membres de minorités étaient effectivement en forte baisse, mais ce progrès était essentiellement dû à leur nombre de plus en plus réduit et à la relative sécurité de leurs enclaves. Cependant, les semaines ayant précédé les événements de mars avaient été marquées par divers incidents qui auraient dû accroître la vigilance de la KFOR. En particulier, les anciens de l'UCK multipliaient les

manifestations réclamant la libération de certains de leurs membres emprisonnés. Après leur avoir longtemps accordé une totale impunité, l'administration de l'ONU avait finalement décidé d'arrêter quelques ex-membres de l'UCK (dissoute en 1999 et remplacée par une « force de protection civile » militarisée et financée par l'ONU) suspectés d'avoir assassiné des Albanais proches du président Rugova. Cette très partielle levée de l'impunité n'a jusqu'à présent pas concerné les milliers de victimes serbes ou roms dont aucun meurtrier n'avait encore été emprisonné^[2]. Cependant, quatre personnes, trois Albanais et ... un Serbe, viennent d'être inculpés par les procureurs internationaux en charge de la justice kosovare pour leur rôle dans les émeutes de mars.

L'autre thème récurrent de la frustration albanaise, qui justifierait les violences à l'encontre des minorités, est le flou qui entoure le « statut final » du Kosovo, qui reste *de jure* une partie intégrante de la Serbie. L'administration de l'ONU conditionne les discussions sur ce statut final à un meilleur respect des droits humains et de ceux des minorités, ce qu'elle synthétise par la formule « les normes avant le statut ». De diverses sources, ces pourparlers devraient débuter en 2005 et aboutir à l'indépendance du Kosovo. Ces délais sont cependant jugés trop flous par le leadership albanaise, qui se plaint que les institutions locales mises en place dont un gouvernement et un parlement ne disposent pas d'assez de compétences.

Chômage et trafics

Les autres griefs de la population albanaise représentant près de 95 % de la population du Kosovo contre 80 % en 1999 concernent la situation économique et l'explosion du crime organisé. Alors que le taux de chômage atteint le chiffre vertigineux de 70 %, le Kosovo est devenu une plaque tournante de toutes sortes de trafics, en particulier de l'héroïne et des êtres humains. Bien que dans des proportions légèrement moins graves, l'autre protectorat occidental de la région la Bosnie-Herzégovine connaît des problèmes très similaires. A la différence près que les violences interethniques y ont pratiquement cessé depuis la fin de la guerre et qu'un nombre impressionnant de réfugiés sont rentrés chez eux, notamment dans des zones où leur nationalité est minoritaire.

D'autres flambées de violence sont à prévoir dans la province. Bien que ses soldats soient fort demandés sur d'autres « points chauds », comme l'Afghanistan ou peut-être bientôt l'Irak, l'OTAN a dû se résoudre à déployer davantage d'hommes au Kosovo et à rétablir des mesures de protection à l'entrée de villages serbes ou roms enclavés. Reconnaissons que, cette fois-ci, la réaction des dirigeants de l'Alliance atlantique a été quelque peu cohérente : le commandant états-unien Johnson, dirigeant les forces de l'OTAN dans le sud-est de l'Europe, s'est rendu à Pristina dès que les troubles ont éclaté et n'a pas hésité à les qualifier de « nettoyage ethnique ». Le nouveau secrétaire-général, le Néerlandais de Hoop Scheffer, s'est dit « totalement déçu » de la réponse des dirigeants albanaise à ces événements. Après être restés silencieux pendant les pogroms, ceux-ci se contentent de répéter à l'unisson que seule l'indépendance apportera la paix et la tolérance au Kosovo.

Quant au gouverneur du territoire, le Finlandais Holkeri, après n'avoir cessé de minimiser l'ampleur des violences, il a présenté sa démission, officiellement pour des raisons de santé. Loin de reconnaître sa responsabilité dans l'état désastreux de son protectorat, une de ses dernières décisions a été de doter le gouvernement local d'un bureau de coopération internationale qui, selon le Premier ministre Rexhepi, est l'embryon du ministère des affaires

[2]

étrangères et une étape vers l'indépendance . Les Serbes ont évidemment beau jeu d'affirmer qu'il est immoral d'ainsi récompenser le « nettoyage ethnique ». Mais cette décision n'est qu'une confirmation de la politique hypocrite menée depuis plus de dix ans par l'Occident dans la région, où les « droits de l'homme » ne sont utiles qu'à faire avancer ses pions sur le grand échiquier qu'est devenu l'ex-Yougoslavie.

Georges Berghezan

[1] Le 28 avril, la police de l'ONU a publié le rapport de son enquête, écartant toute implication serbe dans la noyade des 3 enfants.

[2] A l'exception d'un suspect dans l'attentat contre un bus en 2001 (11 Serbes tués) qui parvint à mystérieusement s'évader de la prison de la base US de Camp Bondsteel, l'endroit le mieux gardé des Balkans.

voir ci-dessous : [Un voyage pour rompre cinq ans de silence](#)

[Sommaire](#)

LES ETATS-UNIS A LA CONQUETE DE L'EURASIE ET DU MONDE

La Russie et l'espace ex-soviétique dans le collimateur, mais pas seulement...

Depuis la fin de l'URSS et du bloc soviétique en 1989-91, la conquête (ou néo-colonisation) de l'Eurasie, en ordre essentiel la Russie et l'espace post-soviétique, est à l'ordre du jour. Non seulement d'un point de vue étroitement politico-militaire. Il s'agit d'un espace immense qui, depuis la révolution de 1917 en Russie, et depuis les bouleversements de 1945-48 en Europe centrale et orientale et en ex-RDA, fut partiellement soustrait à la domination du système capitaliste mondial tel qu'incarné dans "son" marché mondial, "sa" division internationale du travail, ses firmes transnationales et ses grandes institutions financières. Contre ce système, il n'y eut pas seulement une "guerre froide", mais une mobilisation permanente et polymorphe du monde capitaliste, dès 1917-18 avec le blocus de la Russie soviétique et les interventions des corps expéditionnaires de 14 pays, plus tard avec la tentative hitlérienne d'abattre le monstre "judéo-bolchévique", et après 1945, au travers de guerres froides et chaudes, illustrées par une panoplie d'interventions, opérations militaires, sabotages, campagnes psychologiques de déstabilisation et, last but not least, une course aux armements dans laquelle l'URSS épuisa ses forces. La question posée après 1991 et aujourd'hui n'est pas seulement d'instaurer sur ces territoires l'hégémonie états-unienne, de les intégrer progressivement à l'Union Européenne et à l'OTAN, au système financier mondial et à l'OMC, d'y combattre les vestiges d'idéologies socialistes. Plus précisément, cette hégémonie et cette intégration doivent servir à la fois des objectifs géostratégiques classiques - comme la mainmise sur les ressources pétrolières et sur un marché important de main d'œuvre assez qualifiée et sous-payée - et des objectifs de nature systémique: modifier les structures de propriété, les rapports sociaux, substituer aux relations de types bureaucratique, paternaliste, clanique et semi-féodal des relations authentiquement marchandes et capitalistes, devant imprégner la culture de travail, les comportements quotidiens, le "way on life" et l'ensemble des relations humaines. La globalisation, ou mondialisation dans ces pays n'est donc pas tout à fait identique à celle qui s'opère au Brésil ou en Indonésie, plus avancées que l'ex-URSS dans la voie du Marché, mieux intégrées au système mondial, bien qu'y subsistent également des modes de production pré-capitalistes et de fortes "singularités" culturelles. La destruction de ces "singularités" est part intégrante de la globalisation.

L'un des stratèges états-uniens à avoir le mieux compris l'ampleur de cette tâche, et la centralité de l'Eurasie, de la Russie, dans cette entreprise de refonte de l'ordre mondial est Zbig Brzezinski. Cet ancien conseiller du président Carter avait initié (et s'est vanté d'avoir réussi) la captation des mouvements islamistes pour déstabiliser l'URSS, en l'entraînant dans "le piège afghan". Il avait soutenu l'UCK au Kosovo. Il place tous ses espoirs dans la conquête euro-atlantique de l'Eurasie.

Mais la pensée de ZBIG déborde largement les objectifs géostratégiques centrés sur l'Eurasie. C'est la planète entière qui doit être hégémonisée, policée, séduite par l'Amérique, dont l'attractivité culturelle est irrésistible mais qui, du fait de sa puissance sans rivale, doit agir en concertation avec ses alliés et non de manière unilatérale à la Bush. Elle ne peut décevoir les espoirs immenses qu'elle soulève !

Pensées de ZBIG

Ou comment l'Amérique triomphante nous conduit vers le meilleur des mondes

Quelques passages éloquentes et significatifs de la pensée du stratège démocrate états-unien **Zbigniew Brzezinski**. Extraits de :

- **Zbigniew Brzezinski** "*The Grand Chessboard*" 1997, en français "*Le grand Echiquier*", Bayard ed.1997

- **Zbigniew Brzezinski** "*Le Vrai Choix*" ed.Odile Jacob, 2004

En résumé:

Zbigniew Brzezinski, "Zbig" pour ses familiers, expose sur les ambitions impériales des Etats-Unis des idées qu'on n'oserait énoncer à Paris sous peine de se faire traiter d'"anti-américain". Sous nos plumes, les objectifs stratégiques et les manipulations des nations qu'il préconise seraient taxées de "grand complot". C'est pourtant le discours élémentaire de tout stratège américain qui se respecte, "Zbig" étant loin d'être le plus extrémiste, son messianisme étant obsédé par le souci de l'alliance avec l'Europe, évitant aux Etats-Unis l'isolement et la situation d'"assiégés".

Hostile à l'"unilatéralisme" de George Bush, "le Polonais" qui joua un rôle-clé dans la déstabilisation du bloc soviétique en Pologne et en Afghanistan, dans le soutien américain aux réseaux islamistes et à l'UCK albanaise au Kosovo, montre aujourd'hui les perspectives d'une action concertée des Etats-Unis et de l'Europe en vue d'investir "l'échiquier eurasien", l'ex-URSS, d'intégrer tout en la désagrégeant la puissance russe, de coloniser la Sibérie et les "Balkans eurasiens" (Caucase, Caspienne, Asie centrale) riches en réserves d'hydrocarbures et, plus généralement, de contrer le chaos des "Balkans mondiaux" où "Zbig" inclut tant les ex-républiques soviétiques que l'ensemble du Moyen-Orient. Le tout, sous l'hégémonie des Etats-Unis, qui doivent "conduire" les nations et leur servir de modèle, assurer leur transformation marchande démocratique et leur sécurité, mais sans les "dominer". La suprématie économique, militaire et culturelle des Etats-Unis et leur force d'exemple doivent suffire à faire accepter leur leadership.

Celui-ci est déjà une réalité, quoique fragile: "Zbig" craint les dérives (y compris américaines) qui installeraient le chaos dans le monde et l'état de siège aux Etats-Unis, face à un anti-américanisme croissant, celui que véhiculent les adversaires de la mondialisation, que "Zbig" n'est pas loin d'assimiler aux terroristes et aux héritiers mal repentis du communisme, sans compter les Russes qui restent russes.

Ce qui frappe tout de même le plus dans sa vision, c'est l'optimisme quant aux capacités et aux qualités intrinsèques qui font de la société américaine le modèle de l'"avenir radieux" auquel nous sommes tous conviés. Or, si la politique d'un Bush et sa guerre en Irak sont désormais très contestés, les idées d'un "Zbig", et les guerres qu'elles impliquent également, rencontrent en Europe un consensus beaucoup plus large, comme du temps de Clinton, un consensus allant de la droite chiraquienne à la gauche post-communiste en Italie, en passant par les Verts de Cohn-Bendit et Joschka Fischer, sans oublier le vaste monde des organisations mobilisées, derrière Bernard Kouchner, pour le droit d'ingérence militaro-humanitaire. Ne nous voilons donc pas la face: les "excès" et les échecs de Bush dérangent, mais fondamentalement, les Etats-Unis sont "les nôtres", et tout, dans nos modes de vie et de pensée, appelle à soutenir les projets qui, grâce aux Etats-Unis et à leurs forces armées, permettent de perpétuer et d'étendre la domination, la colonisation qui nous assurent pétrole, matières premières et main d'uvre à bas prix, confort et sécurité face aux

"barbares" révoltés des bas-fonds de la planète. De ce point de vue, "Zbig" montre la voie à suivre. Il est la source, d'où jaillit la lumière.

Jean-Marie Chauvier

le texte complet de cet article est disponible sur www.csotan.org

[Sommaire](#)

LA LIBERATION DE MORDECHAI VANUNU VUE PAR LA PRESSE FRANCOPHONE

Pendant les 18 ans qu'a duré le calvaire de Mordechai Vanunu, la presse francophone n'en a pas parlé. C'est la raison pour laquelle Mordechai Vanunu n'est pas connu du public. Il a été kidnappé à Rome par les services secrets israéliens pour avoir révélé au « Sunday Times » l'existence d'un arsenal nucléaire de l'Etat hébreux. Cela lui a coûté 18 années d'emprisonnement, dont 12 avec mise au secret.

La série d'articles publiés par la presse francophone à l'occasion de sa libération, le 21 avril 2004, nous donne une version plus ou moins édulcorée et incomplète de la question. Nous nous limiterons dans ce message à rappeler quelques oublis qui pourraient nous faire croire à une libération respectueuse du droit international. En voici une très brève énumération :

1. Ce n'est pas une libération puisque Vanunu est assigné à résidence surveillée avec contrôle du courrier, interdiction de se rendre dans les ambassades et autres contraintes reprises dans les articles de la presse..
2. Il faut rappeler que Mordechai Vanunu a été engagé à la centrale de Dimona dans le désert du Néguef au moment où l'Etat d'Israël prétendait vouloir produire, à partir de la fission nucléaire, de l'électricité et de l'eau douce pour la culture de divers types de plantes.
3. Pas un mot n'est dit de la collaboration, en matière nucléaire, entre la France et Israël (sous l' il bienveillant des Etats Unis) avant l'arrivée de de Gaulle au pouvoir. Shimon Peres, le père de la bombe atomique israélienne, disposait même de bureaux à Paris avec une équipe importante d'ingénieurs pour collaborer aux plans de cette bombe franco-israélienne. Plusieurs centaines d'ingénieurs et de techniciens français ont participé à la construction de la centrale de Dimona.
4. Suite à une conversation téléphonique entre Shimon Peres et Madame Thatcher, cette dernière a autorisé les services secrets israéliens à surveiller discrètement Vanunu, venu à Londres suite à une invitation du « Sunday Times » pour les informer de la question. Le pays de Sa Gracieuse Majesté a donc favorisé la première phase du kidnapping en autorisant un agent féminin des services secrets israéliens, d'attirer à Rome le technicien de Dimona.
5. Mordechai Vanunu n'a pas touché un penny pour les renseignements fournis au Sunday Times (déclaration publiée par un journaliste de ce journal.).
6. Amené à Rome dans un avion de British Airways (30.09.1986), l'intéressé a été enlevé, drogué et conduit par bateau en Israël.
7. Vanunu a été condamné à huis clos par la justice israélienne qui lui a infligé une peine inhumaine (18 ans avec 12 années de mise au secret !!) et en faisant fi de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dont l'article 9 stipule que « *Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé* » alors que Vanunu a été pris en filature à Londres et enlevé arbitrairement à Rome le 30 septembre 1986.
8. L'article 10 déclare que « *Toute personne a droit, en toute légalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle* » alors que Mordechai Vanunu a été scandaleusement diffamé par la presse israélienne qui l'a traité d'anti-juif, de communiste et d'homosexuel. Son avocat plaidera la clémence en déclarant que Vanunu a agi pour des raisons idéologiques. L'appel

en sa faveur signé par 20 scientifiques dont 12 prix Nobel n'aura aucun effet. L'enlèvement arbitraire à l'étranger met en question la légalité du jugement.

9. La mise en liberté proclamée par la presse est des plus douteuses puisque Mordechai Vanunu sera surveillé pendant des périodes d'un an renouvelables.
10. Répétons que cette libération est des plus fictives et que par conséquent il y a peu de chances de voir Mordechai Vanunu rejoindre ses parents adoptifs américains si l'opinion et la presse internationales ne se réveillent pas.

Pierre Piérart

[Sommaire](#)

DES OFFICIERS A LA RETRAITE COMBATTENT POUR LA PAIX

Nous avons reçu ce communiqué du Balkan Anti-Nato Center (de Grèce) avec le commentaire suivant (résumé) : le 9 Mai, date anniversaire de la victoire du peuple contre le fascisme, fut lancée l'initiative « DES OFFICIERS RETRAITES PARLENT », avec la publication d'un appel contre l'OTAN et en défense de la paix, signé par dix officiers retraités de différents pays. Ci-dessous voici le texte de l'Appel et les 100 premières signatures. A la date du 20 mai, se sont ajoutées : 222 signatures de Bulgarie, 57 d'Allemagne, 45 de Russie, 14 de Hongrie, 18 de Grèce, 9 de Turquie, 9 de Bosnie, 6 d'Ukraine, 6 du Portugal, 5 de Tchéquie.

Pour d'autres informations : contacter EEDYE (eedye@otenet.gr). Le texte complet de cet appel et la liste des signataires (en anglais et en français) se trouve sur notre site www.csotan.org

« DES OFFICIERS A LA RETRAITE PARLENT »

Nous avons servi dans les forces armées de nos pays, nous y avons subi des entraînements et une préparation à la guerre pendant des dizaines d'années. Nous savons donc bien quelle force peut être et est employée pour imposer la volonté du plus fort sur les autres. Beaucoup d'entre nous ont vu, de l'intérieur, le rôle joué par des coalitions offensives telles que l'OTAN. Nous avons vu clairement les distorsions causées dans les forces armées par les nouvelles doctrines et par le déploiement de troupes hors de leur propre pays, vers des zones de guerres imposées par les régulateurs du nouvel ordre mondial.

Après la dissolution du Pacte de Varsovie, nous avons espéré que l'OTAN serait également dissoute, et que les énormes dépenses d'armements seraient canalisées vers la santé, le bien-être, l'éducation et d'autres besoins de nos peuples.

Outre l'amour pour notre patrie, pour la civilisation et l'histoire de notre pays, outre notre croyance profonde dans les idéaux de liberté et de justice, avec la conscience que les peuples ne peuvent progresser sans indépendance et paix,

Nous proclamons notre inquiétude et notre désaccord :

- avec les guerres déclenchées par les dirigeants des Etats-Unis et leurs alliés contre des peuples et des Etats qui refusent la dépendance et l'exploitation de leurs richesses et de leur travail par des étrangers;
- avec le soutien de nos gouvernements envers les agresseurs, par la fourniture de facilités, la participation à des opérations contre des tiers pour affronter des menaces qui sont censées exister, sont inventées ou même provoquées par les attaquants;
- avec la poursuite de la fabrication d'armes, soi-disant nécessaire pour que celles-ci restent opérationnelles, alors qu'elles servent actuellement les besoins des fabricants d'armes, les

marchands et les trafiquants et sont destinées à asseoir les nouvelles doctrines et missions des USA et de l'OTAN dans le cadre de leurs plans de domination globale;

- avec la manière dont les droits humains et les libertés de nos peuples sont violés et écrasés par des lois et des actions qui leur sont imposées. Nous soulignons que les droits humains des peuples sont aussi étouffés dans ces pays dont les dirigeants terrorisent le reste du monde par leurs opérations de guerre ;
- avec la réorganisation centralement contrôlée des forces armées des pays membres de l'OTAN, non pas dans le but d'assurer la défense de chacun d'eux, mais en fonction de ce que l'administration de l'OTAN, c'est à dire l'équipe au pouvoir aux USA, décide pour exploiter ces forces. Ce n'est pas par hasard non plus que la même chose se passe progressivement avec les forces armées de pays dit du « partnership for Peace »;
- avec l'identification entre la nouvelle doctrine de l'OTAN et celle de l'Union Européenne et des Etats membres. C'est cette doctrine qui met en pratique les objectifs du nouvel ordre mondial en utilisant les forces armées de nos pays;
- avec le retour du cauchemar que représente l'armement nucléaire, avec la militarisation de l'espace et avec le monopole de la terre par la superpuissance avec ses pratiques impérialistes envers le reste du monde;
- avec l'hypocrite « trêve olympique » qui est de durée limitée et qui n'est pas une paix durable comme chaque personne la désire et pour laquelle chacun se bat, mais bien pour réaliser en Grèce la foire commerciale appelée Jeux Olympiques.

Nous lançons un appel :

aux Nations Unies, aux gens qui veulent la paix, à nos collègues encore en service et au personnel militaire retraité de tous les pays et surtout à ceux des pays utilisés par le nouvel ordre mondial pour s'imposer par la force.

Athènes, le 9 mai 2004

Suit la liste des 100 premiers signataires

[Sommaire](#)

Agenda des activités

HIROSHIMA ET TNP

Comme chaque année nous commémorerons la tragédie d'Hiroshima et de Nagasaki le lundi 7 août au Parc Hibakusha de l'Université de Mons-Hainaut (Plaine de Nimy : chaussée de Bruxelles, Park Hibakusha et grands auditoriums).

Deux thèmes principaux ont été retenus :

- 1) la solidarité internationale avec les Maires de Hiroshima et de Nagasaki qui invitent les municipalités du monde entier à se solidariser pour exiger un plan de désarmement nucléaire à l'occasion de la révision du Traité de Non Prolifération en 2005. En particulier un appel doit être organisé auprès des communes wallonnes et bruxelloises qui n'ont toujours pas été sollicitées par le mouvement associatif des pacifistes francophones.
- 2) un exposé sur l'article VII du TNP qui permet à un groupe quelconque d'Etats de conclure des traités régionaux de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs. L'Allemagne, la Belgique, l'Italie, les Pays Bas et la Turquie, membres de l'OTAN, qui hébergent illégalement des armes nucléaires américaines, doivent saisir cette opportunité d'urgence. Les modalités de cette opération seront examinées par le CSO incessamment.

KOSOVO : UN VOYAGE POUR ROMPRE CINQ ANS DE SILENCE

Rappelons que, pour se rendre compte de la situation vécue par les minorités au Kosovo et leur exprimer notre solidarité, le Comité de surveillance OTAN, soutenu par des organisations de divers pays, a pris l'initiative d'organiser cet été un **voyage d'inspection citoyenne**. Nous irons dans les enclaves où ces minorités subsistent, nous rencontrerons quelques uns de leurs responsables, ainsi que l'un ou l'autre fonctionnaire international. Une visite d'un camp de réfugiés est également prévue en Serbie. Tous ceux qui souhaitent s'informer sans parti pris sur ces problèmes et sur la réponse donnée par les représentants de la « communauté internationale » sont les bienvenus.

Rendez-vous est donné aux participants le 12 août à Belgrade pour un briefing avant le départ pour un voyage d'une dizaine de jours au Kosovo. Le logement sera effectué aussi souvent que possible chez l'habitant. Les déplacements seront effectués au moyen des voitures des participants, complétées si nécessaire par la location d'un véhicule supplémentaire.

Si vous êtes intéressé(e) par ce projet, si vous souhaitez plus d'informations sur sa préparation, si vous voulez être tenu au courant de ses suites, veuillez visiter notre site (<http://www.csotan.org/textes/kosovo.htm>), nous écrire à info@csotan.org ou à notre adresse postale (31 rue de Dublin, 1050 Bruxelles) ou nous contacter par téléphone (0474 46 97 08).

[Sommaire](#)

Et enfin... le nerf de la paix

Tout soutien financier est nécessaire et bienvenu. Il nous permettra de développer notre action.
Le numéro de compte du CSO : 068-2447491-14

Ont participé à la réalisation de ce numéro : Georges Berghezan, Jean-Marie Chauvier, Roland Marounek, Pierre Piérart, Claudine Pôlet, Jeannine Pôlet, Marcel Poznanski.